

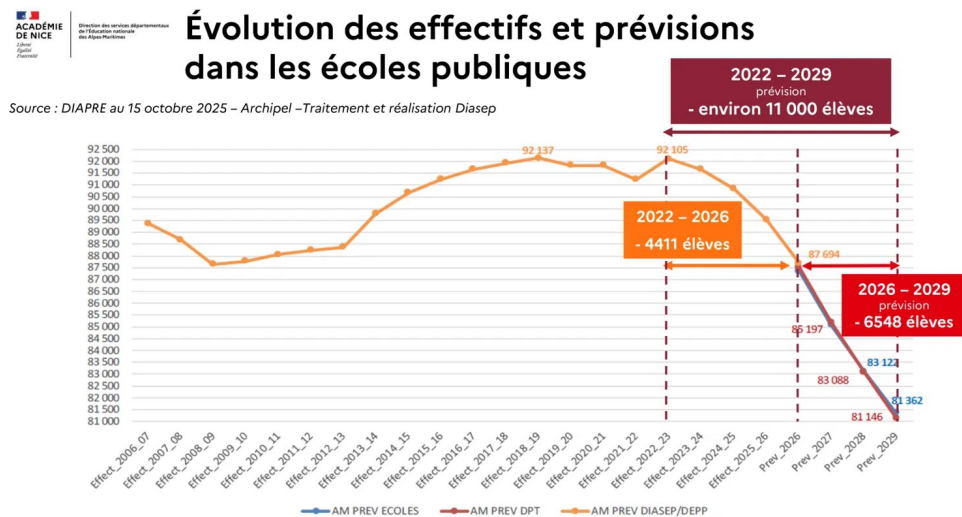
Compte-rendu du CDEN du 16 octobre 2026 CGT Éduc'Action 06

Seules la CGT, la FSU et la FCPE ont fait des déclarations liminaires lors de cette instance.

[Télécharger la déclaration liminaire de la CGT.](#)

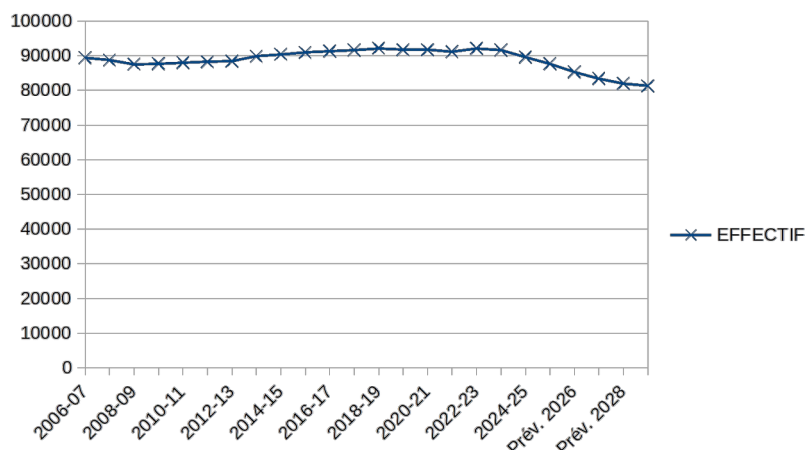
L'essentiel de l'instance a été consacré au bilan de rentrée dans le premier degré et dans les collèges, avec un focus particulier sur les mesures de rentrée (créations et suppressions de classes au vu des effectifs réels constaté à la rentrée).

M. l'Inspecteur d'Académie a répété, comme il le fait à chaque instance, comme notre ministre et les membres du gouvernement le font systématiquement aussi, à l'aide de la diapositive ci-dessous.



La CGT, comme elle l'a déjà fait à de nombreuses reprises, a dénoncé l'échelle judicieusement choisie par l'administration pour rendre cette baisse bien plus impressionnante qu'elle ne l'est réellement. En effet, la courbe qui arrive en bas de l'écran en 2029 donne le sentiment qu'il n'y aura plus d'élèves !

Un graphique avec une origine à zéro donnerait ceci :



La CGT rappelle que l'on parle en fait d'une prévision de 6 500 élèves en moins sur les quelque 87 700, soit une baisse d'environ 7,5 % (si la prévision se réalise), soit même pas 2 élèves en moins par classe en moyenne.

La CGT Educ'action avait aussi posé deux questions diverses. Voici les questions et les « réponses » apportées :

Question 1 :

Alors qu'ils ou elles ont été observé-es, sur leur temps libre, à proximité de rassemblements lycéens, des professeurs des Alpes-Maritimes ont reçu des appels ou des messages leur ont été transmis leur conseillant de rentrer dans l'établissement ou de ne pas rester sur place. Précisons que ces professeur-es étaient présent-es soit en tant qu'observateurs-trices, soit pour veiller à ce que les choses se passent bien, sans jamais prendre part à la mobilisation des élèves. Pourrait-on savoir qui est à l'initiative de ces appels/messages et sur quelle base légale ils se fondent ?

M. l'Inspecteur d'Académie répond qu'il n'est pas au courant. La CGT lui répond que c'est étrange car il a lui-même envoyé des SMS en ce sens. Il répond alors qu'il n'est intervenu que lorsque les enseignant-es étaient entre les élèves et la police. La CGT répond que dans le cas évoqué ici, il n'y avait pas de police présente sur les lieux, et que c'est d'ailleurs une des raisons qui a fait que des professeur-es étaient présent-es devant l'établissement, par exemple pour veiller aux dangers de la circulation.

M. le Secrétaire Général de la préfecture répond lui aussi qu'il n'est pas au courant. La CGT répond qu'un appel a pourtant été directement passé à une professeure par le préfet lui-même.

La CGT a donc conclu en disant que tout le monde pouvait donc être d'accord sur le fait qu'aucune pression n'a à être mise sur des personnels qui, sur le temps libre, sont présent-es en tant qu'observateurs-trices ou pour la protection des élèves devant les lycées durant les mobilisations.

M. le Secrétaire Général de la préfecture refuse d'en convenir.

Question 2 :

Pour les représentant-es du département : Avez-vous été contacté-es par la principale du collège des Campelières dans le but de trouver une solution pour ne plus condamner des fenêtres au bout des couloirs du premier étage. Si oui, une solution a-t-elle été trouvée ?

En effet, ces fenêtres ouvertes permettent une circulation de l'air salubre en cas de canicule.

Réponse : Les responsables du département disent avoir pris contact avec M^{me} La Principale du collège suite à notre question (cette dernière ne semble donc pas les avoir contacté, contrairement à ce qu'elle avait annoncé). Une incertitude demeure sur la raison pour laquelle ces fenêtres sont vissées. La hauteur insuffisante du garde-corps, argument d'abord avancé lorsque la CGT s'est rendue sur place, a été remplacée dans l'heure suivante par un problème d'extracteur de fumée dont l'efficacité serait assujettie à la fermeture des fenêtres. Mais le département explique que la secrétaire générale du collège reprend l'argument de la hauteur du garde-corps.

En tout cas, tout le monde convient qu'il faut trouver une solution pour que ces fenêtres puissent être ouvertes.